

SAINTE-MARTHE

Le village dit "non" au préfet et aux Roms

Quelque 150 habitants de Ste-Marthe ont manifesté hier matin dans le boulevard Barrelier (14^e) contre la venue de familles roms dans le village. Les slogans placardés sur des panneaux brandis par les participants étaient assez explicites: "Non aux Roms, oui aux entreprises"; "Les braves indignés de Ste-Marthe-en-Provence disent "non" à une villa pour les Roms".

Pour l'occasion le village a retrouvé son nom d'origine, qui figure aussi sur l'un des murs de la gare.



Près de 150 personnes ont participé à cette mobilisation citoyenne contre cette décision. / PHOTO C.M.S.

Que devient l'école ?

La préfecture a en effet décidé de réquisitionner la villa du 35, bd Barrelier, dans le passé utilisée par le personnel de la Défense, pour abriter plusieurs familles (3 ou 4) en démarche d'insertion. "Il s'agit d'accueillir de manière temporaire les familles précaires avant de leur trouver des solutions plus durables", a expliqué la préfète à l'égalité des chances, Marie Lajus. Un accompagnement social et une gestion du site seront effectués par l'Ampil. Les choses pourraient se faire rapidement, les locaux ne nécessitent pas énormément de travaux. Alors la

population échaudée il y a quelques années par le squat d'une centaine de Roms dans l'école abandonnée qui jouxte la villa craint pour son environnement "qui risque de se dégrader encore davantage". "D'autant que la nature ayant horreur du vide, ajoute Gérard Midonio du CIQ, que va-t-il se passer sur cette école?" La mairie de secteur projette d'y

installer un conservatoire numérique de musique, "nous recherchons l'association qui porterait le projet", précise Garo Hovsépian, maire PS des 13^e-14^e.

Robert Fuchs, le président du CIQ a souligné les raisons pour lesquelles le quartier refuse cette implantation, même si elle est présentée comme faisant partie d'une expérience. "Nous ne vou-

lons pas stigmatiser ces populations mais nous avons déjà assez de problèmes à Ste-Marthe, n'en rajoutons pas!" affirme-t-il énumérant les problèmes de circulation, d'urbanisme, de sécurité, sociaux... "François Hollande affirmait le 4 juin 'Qui peut imaginer faire cohabiter la prospérité avec la pauvreté?'. Le 14^e dépasse 45% de logement sociaux. Il n'est

déjà pas en mesure de pallier les défaillances sociales des habitants de Sainte-Marthe".

L'exemple de Saint-Pierre

Par la voie de plusieurs de ses membres, à l'image de Maurice Sappe, le CIQ a aussi dénoncé l'absence de concertation. Faisant référence aux familles accueillies par la paroisse de Saint-Pierre, il a ajouté: "Que l'on nous fasse d'abord la preuve que cela fonctionne ailleurs, après on sera moins réticents".

Les élus du secteur ou se présentant aux prochaines municipales n'ont pas pris la parole mais étaient venus soutenir cette action. Pris à partie par quelques habitants, Garo Hovsépian, a souligné qu'il "comprendait l'exaspération de la population mais pas la haine". Gérard Chénou, conseiller communautaire UMP a parlé "de coup de force de la préfecture". Stéphane Ravier (FN) a insisté "sur le rôle de l'Europe et l'ouverture des frontières". "La lutte citoyenne pour faire capoter ce projet va se poursuivre", a fini le CIQ. Derrière certains propos radicaux, les habitants exprimaient hier une véritable inquiétude.